

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 9 MAI 2026 N° 526 PRIX : 100 FCFA

**FACE À LA DÉGRADATION DE NOS CONDITIONS
D'EXISTENCE, NON À LA TRÊVE SOCIALE,
OUI À LA LUTTE DE CLASSE !**



Travailleurs d'une mine d'or en grève dans le département de Bouaflé en février 2025

• **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Face à la dégradation de nos conditions d'existence, non à la trêve sociale, oui à la lutte de classe !

Pages 3-8 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Bâtiment : colère chez les ouvriers de jiangsu zhentuai
- ▶ Archidar : trop, c'est trop !
- ▶ Cacao : le capitalisme sévit
- ▶ Filtisac : Des ouvriers mis à la porte !
- ▶ Richesse pour les patrons, faim et misère pour les travailleurs
- ▶ Situation des travailleurs dans la zone industrielle de Vridi
- ▶ Mépris total envers les populations pauvres

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Paroles d'un serviteur des intérêts de la bourgeoisie !
- ▶ La popote gouvernementale : une aumône médiatique
- ▶ Les criminels !
- ▶ Le gouvernement fait l'aveugle
- ▶ Champion de la lutte anti-pauvre
- ▶ Qui a dit qu'il n'y a pas d'argent dans ce pays ?

DANS LE MONDE :

Pages 9 :

Mali : ni la dictature des militaires, ni celle des djihadistes !

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

FACE À LA DÉGRADATION DE NOS CONDITIONS D'EXISTENCE, NON À LA TRÊVE SOCIALE, OUI À LA LUTTE DE CLASSE !

Les adversaires de la classe ouvrière, ceux qui veulent que les travailleurs acceptent sans broncher l'exploitation et l'oppression qu'ils subissent, font tout pour que la journée du 1^{er} Mai ne soit rien d'autre qu'une simple « *fête du travail* » alors que c'est une journée de lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. Elle est soi-disant « *chômée et payée* » sauf que ce n'est pas le cas pour la grande majorité des travailleurs car en Côte d'Ivoire, comme dans la majorité des pays africains, l'immense majorité des travailleurs du privé sont des journaliers corvéables à merci. Jour férié ou pas, s'ils ne viennent pas au travail, ils ne perçoivent aucun salaire car les capitalistes appliquent leurs propres lois, celles de faire le maximum de profit en bafouant les droits les plus élémentaires des travailleurs.

Les exploiters, à commencer par les plus riches, ne craignent rien du gouvernement complètement soumis à leurs désirs. Ils ne craignent pas non plus les dirigeants des centrales syndicales, car ceux-ci, tout en étant officiellement les représentants des travailleurs, agissent comme des lèche-bottes des exploiters et du gouvernement. Chaque 1^{er} Mai, ils viennent parader dans les jardins douilletts de la Primature, devant un parterre de notables, de ministres et des représentants du patronat. Ils présentent leur « *cahier de doléances* » et puis ils trinquent avec les pires ennemis des travailleurs. Autant dire que ces gens-là n'ont rien de commun avec les travailleurs. Ils ne vivent pas la vie de ceux qui triment dans les usines, sur les chantiers, dans les hôpitaux et dans bien d'autres secteurs. Ils ne connaissent pas les fins de mois difficiles. Leurs enfants mangent chaque jour à leur faim. La vie des quartiers pauvres délabrés, les coupures incessantes d'eau et d'électricité, l'insalubrité et les maladies qui en résultent, ils ne les connaissent pas. La vie précaire dans laquelle sont plongées de plus en plus de familles ouvrières, ce n'est pas leur affaire. Comment peuvent-ils prétendre représenter le monde du travail ? Ils sont au contraire les complices de ceux qui sont responsables de la misère qui frappe les classes populaires.

Ce sont ces mêmes dirigeants syndicaux (Ugtci, Humanisme, Dignité et autres) qui ont signé en 2022 ce qu'ils appellent la « *trêve sociale* » ou le « *dialogue social* » sans rien demander aux travailleurs qui sont les premiers concernés. Ils reconduisent d'année en année, leur offre de « *partenariat* », alléchés qu'ils sont par une subvention annuelle de 800 millions de francs décaissée par l'État, somme qu'ils doivent partager entre eux. Ils sont en train de négocier une hausse de leur subvention car d'autres syndicats frappent à la porte pour obtenir leur part du gâteau.

Les conséquences de cette entente entre centrales syndicales, gouvernement et patronat, se traduisent par la dégradation sans fin de la situation des travailleurs. Aujourd'hui, face à l'augmentation des loyers et aux salaires rognés par la cherté de la vie, de plus en plus de familles ouvrières sont contraintes de s'éloigner dans des bidonvilles qui s'étalent de plus en plus loin dans la périphérie d'Abidjan. Pendant ce temps, la classe capitaliste et l'ensemble de ceux qui vivent directement ou indirectement de l'exploitation des travailleurs et des petits paysans, continuent de vivre dans l'opulence et l'oisiveté. Ils affichent ouvertement leur insolence sous la protection

bienveillante d'un appareil d'État à leur service.

Pour sortir de cette spirale qui les entraîne vers une misère sans fin, les travailleurs devront nécessairement renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier qui appellent les travailleurs de tous les pays et de toutes origines à mener une lutte permanente contre les capitalistes. Le 1^{er} Mai ne doit pas devenir un vague souvenir des luttes du passé mais au contraire le rappel de la nécessité brûlante de la lutte des travailleurs du monde entier contre le capitalisme.

Le quotidien des travailleurs

LA COLÈRE GRONDE CHEZ LES OUVRIERS DE JIANGSU ZHENTUAI

« L'entreprise Jiangsu Zhentuai où nous travaillons, possède plusieurs chantiers un peu partout dans le pays. Les plus anciens d'entre nous ont plus de quatre ans d'ancienneté et passent d'un chantier à un autre. Sur le nouveau site de construction du centre commercial de pk 24 sur l'autoroute du nord où je suis actuellement, le chantier est plus récent. Ces six derniers mois, nous avons construit douze bâtiments.

Les conditions de travail sont mauvaises et les salaires, ce n'est pas vraiment ça. Par exemple, les ouvriers chargés du montage et du démontage des échafaudages étaient pointés à 4000F pour une journée de dix heures. Depuis quelques temps, leur paiement est passé à la tâche. Du coup, leur salaire journalier est passé à 3000 F, voire 2000 F pour certains, cela en travaillant 10 h dans la journée. Nous ne bénéficions même pas d'un seul jour de repos hebdomadaire.

Un travailleur qui s'absente le dimanche est aussitôt ciblé. Les mises à pieds ne manquent pas, les intimidations et les menaces de renvois sont monnaies courantes.

Nous ne disposons pas de toilettes, ni pour nous, ni même pour les dames qui nous font à manger sur le site. Chacun se débrouille comme il peut dans les champs de manioc. Même pour se laver à la fin du chantier, nous nous abritons comme nous pouvons derrière des contreplaqués. C'est d'ailleurs aussi là que nous prenons de l'eau que nous buvons ainsi que pour la cuisine.

Nos salaires sont payés le dimanche de 14h à 19h, voire jusqu'à 20h, une heure tardive où nous risquons de nous faire agresser et perdre notre argent.

Nul ne peut prévoir le temps, mais la révolte finira par exploser très bientôt ».

ARCHIDAR : TROP, C'EST TROP !

Nous construisons des immeubles qui vont parfois jusqu'à plus de 14 étages. Nous devons monter les charges sur notre dos à défaut de disposer d'une simple grue. L'entreprise ne fournit ni chaussures de sé-

curité, ni casque, malgré les risques élevés d'accidents. La sécurité des travailleurs est le dernier souci des patrons qui n'ont d'yeux que pour les profits à engranger comme tout bon capitaliste. Même de simples toilettes

pour se soulager n'existent pas dans ces lieux qui sont pourtant situés en pleine ville. Les petits patrons profèrent des injures aux travailleurs et celui qui répond risque de prendre la porte.

Nous avons tenté à plusieurs reprises d'engager des discussions avec la direction, mais elle fait la sourde oreille comme savent le faire les patrons. Elle a même profité d'une petite brouille pour mettre à la porte

ceux qui étaient considérés comme les meneurs de ce mouvement revendicatif.

Fatigué de cette situation, nous avons fini par déposer un préavis de grève vers fin avril. Depuis, la direction et l'Inspection du travail font leur cinéma en espérant faire baisser la tension. Nos revendications sont là et si elles ne trouvent pas de solution, la grève finira par éclater.

FILIÈRE CACAO : LE CAPITALISME SÉVIT



Principale axe routier de la ville de M'Batto barricadé par des planteurs de cacao en colère, le jeudi 07 mai 2026

Les planteurs de Cacao de M'Batto, au centre-est, ont manifesté leur colère pour réclamer le paiement de leurs produits. Ils ont barricadé la voie principale de la ville. Certains d'entre eux possèdent des reçus d'achats datant de novembre 2025 mais ils attendent toujours leur argent et pendant ce temps, les acheteurs font fructifier cet argent en faisant de la spéculation à bon compte. Mais les autorités publiques, au lieu d'obliger ces acheteurs véreux à verser l'argent aux paysans, ont envoyé la gendarmerie pour mettre fin à la manifestation.

Les petits acheteurs ou les coopératives de la filière cacao ne sont pas les seuls à spéculer sur le dos des petits paysans. L'État s'y est mis lui aussi en décidant de baisser le prix bord champ du cacao qui est passé de 2800f à 1200f le kilo.

Un haut responsable dans « *la régulation et la gestion de la filière café-cacao* » s'est lui-même tellement enrichi à ce poste qu'on dit qu'il a aujourd'hui une plantation de 300 hectares d'hévéa dans la région d'Agboville et se déplace en hélicoptère, en brassant de l'argent à tour de bras. Ne parlons même pas des profits faramineux que se font les multinationales de l'agrobusiness ainsi que les spéculateurs des grandes places financières.

Le gouvernement dit à tout bout de champ que le cacao est « *le poumon de l'économie ivoirienne* ». Ce qui est sûr c'est que les principaux bénéficiaires ne sont ni les petits paysans ni les ouvriers agricoles qui triment dans les plantations et qui continuent de vivre dans la misère. Par contre, les margoulins et les capitalistes de cette filière en font leur beurre !

FILTISAC : DES OUVRIERS MIS À LA PORTE !

L'unité de production de sacs de jute pour le café-cacao, comptant plus 700 employés, a décidé la fermeture définitive de sa section « *filature* ». Cette section tournait déjà en une équipe depuis quelques années. La direction a préféré acheter des bobines de fils de jutes prêts à l'emploi au lieu de les fabriquer à l'usine même.

Ainsi, il était prévu le licenciement de 58 ouvriers appartenant à cette section et 30 autres réaffectés dans d'autres sections. Puis, 26 autres ouvriers ont été ajoutés à la liste des renvoyés. Ce sont les plus usés, les « *grands malades* » et aussi ceux qualifiés de « *récalcitrants* ».

Depuis cette annonce, il n'y a eu aucune réaction des travailleurs. Avec le taux de chômage élevé qui n'arrange rien, c'est un peu la même situation partout dans les entreprises, aussi bien dans la zone industrielle de Koumassi que dans celle de Yopougon ou de PK 24, partout, les travailleurs encaissent des coups : baisse des salaires, dégradation des conditions de travail, aug-

mentation de rendement, alors que le coût de la vie devient chaque jour plus élevé.

Tant que les travailleurs ne seront pas en capacité de rendre des coups et se défendre collectivement, les capitalistes en profiteront pour aggraver toujours plus l'exploitation et augmenter leurs profits.

RICHESSSE POUR LES PATRONS, FAIM ET MISÈRE POUR LES TRAVAILLEURS

(Témoignage d'un ouvrier du bâtiment)

« C'est avec plaisir que, nous les travailleurs, avons accueilli la nouvelle d'aller travailler au centre du pays, en quittant Abidjan, pensant que cela nous permettrait de changer un peu d'air et aussi améliorer nos conditions de vie. Mais dans cette société capitaliste, ce sont les patrons qui se font du profit sur notre chair et notre sang ! Très tôt, ce plaisir va se transformer en détresse. Cela fait plus de deux mois que nous sommes sur le site, mais toujours pas de matériel de travail (ciment, fer à béton, etc.) et donc pas de salaire. Les travaux ont été confiés à un tâcheron, ce qui permet au patron de se couvrir derrière lui. Or, nous devons manger, payer nos logements à Abidjan, nous occuper de nos petites familles

(nourriture, santé, habillement...) tout un tas de problèmes dont il faut s'acquitter, même si nous ne travaillons pas.

En attendant, pour survivre, nous rendons service aux gens locaux afin d'attirer de la pitié de leur part et ne pas crever de faim.

Nous sommes dans un monde capitaliste où le travailleur est comme un prisonnier criminel qui doit toujours subir les coups du patronat !

Il est grand temps d'y mettre fin, en nous organisant et mener des luttes pour améliorer nos conditions de vie ».

SITUATION DES TRAVAILLEURS DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE VRIDI

(Témoignage d'un ouvrier de cette zone)

« La « Nouvelle-Gedispa » est une entreprise d'importation spécialisée dans la distribution de produits alimentaires tels le riz, le maïs, la semoule de couscous et le lait en poudre. Nous travaillons dans des grands entrepôts de stockage. Parmi nous, il y a notamment des chauffeurs, caristes, balayeurs et de nombreux manutentionnaires. Nos conditions de travail sont déplorables et dangereuses.

Nos journées commencent à 8h pour finir théoriquement à 17h, mais l'heure de descente n'est pas respectée. Nous restons le plus souvent bien au-delà de l'heure prévue sans aucune compensation. Même la pause déjeuner n'existe pas. Nous nous relayons pour aller manger durant quelques minutes avant de reprendre notre poste de travail.

Malheur à celui qui prend un peu plus de temps car il est réprimandé par le patron, comme un enfant.



Malgré cette pénibilité du travail, la majorité des employés est payée au Smic, soit 105.000 Fr par mois, y compris la prime de transport. Les heures supplémentaires et le

travail pendant les jours fériés sont imposés selon les besoins de l'entreprise. Refuser ou s'absenter nous expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à trois jours de mise à pieds.

Le salaire est payé en espèce de la main à la main. Le patron prétend que nous sommes déclarés à la Cnps, plusieurs d'entre nous ignorons notre numéro d'immatriculation.

La situation des manutentionnaires est encore bien plus précaire. Ce sont tous des travailleurs nigériens, ils sont payés à la tâche, à 10 Fr pour un sac de 25 Kg déplacé ; 20 Fr pour un sac de 50 Kg. Ils perçoivent collectivement environ 10.000 Fr pour le déchargement d'un conteneur de 25 tonnes de marchandises. Ils sont particulièrement exposés à un grand danger en permanence dans l'entrepôt. Les sacs sont rangés de façon complètement désordonnés sur une hauteur pas possible, augmen-

tant fortement le risque d'éboulement. Il y a déjà eu plusieurs accidents mortels, mais après quelques aides financières du patron versées discrètement aux familles des victimes, le travail reprend sans enquête d'aucune sorte, ni constat, comme si rien ne s'était passé ».

Quand les politiciens de tous bords se vantent d'un Abidjan moderne et en plein développement, on voit clairement ici, comment les richesses des uns se bâtissent sur la sueur et quelque fois carrément sur la peau des travailleurs. Derrière leur vitrine, il y a cette réalité dans laquelle vit la grande majorité des travailleurs, que ce soit dans les usines, les entrepôts de stockage comme ici, le bâtiment et même dans les écoles, les hôpitaux et les bureaux. C'est toute cette classe ouvrière qui subit l'exploitation capitaliste, avec un salaire qui ne permet même pas de tenir le mois. C'est cette société que les travailleurs devront balayer de la surface de la terre !

MÉPRIS TOTAL ENVERS LES POPULATIONS PAUVRES

(Témoignage d'un travailleur)

« Au terme d'une visite de terrain dans la commune de Yopougon, le DG de l'AMUGB (l'Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan) accompagné d'une forte délégation chargée de la sécurité routière et aussi de hauts responsables des gares routières, affirmait : «Nous allons (...) dégager les emprises des voies et faire reculer les occupants jusqu'à une distance acceptable, (...) surveiller ces zones avec l'appui de la police municipale (...) ».

Ce sont les populations pauvres qui font du petit commerce et qui essaient de se débrouiller sur les voies qui seront brutalisées et chassées. Aujourd'hui, tellement le chômage est très élevé, ces petites gens n'ont pas d'autre choix que de venir risquer leur

propre vie au bord des routes afin de survivre.

D'ailleurs, même dans les usines et sur les chantiers, leurs parents sont exploités comme des bêtes de somme par les patrons qui les payent avec des salaires misérables qui ne peuvent même pas faire vivre leur famille dignement.

Pour changer leur sort, les travailleurs ne peuvent pas compter sur les patrons et leurs valets de l'appareil d'État dont l'objectif premier est d'exploiter férocement les travailleurs afin de tirer un maximum de profit d'eux. C'est pourquoi, les travailleurs doivent s'unir et s'organiser pour créer une force commune afin de lutter contre les patrons » !

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Leur Société

PAROLES D'UN SERVITEUR DES INTÉRÊTS DE LA BOURGEOISIE !



Cérémonie du 1^{er} Mai 2026 dans le jardin de la Primature. Au centre, le 1^{er} Ministre entouré de personnes hostiles à la classe ouvrière, surtout quand celle-ci relève la tête

À l'occasion de la grande parade du 1^{er} Mai organisée à la Primature, le Premier Ministre Beugré Mambé a déclaré que «*La trêve sociale est un des grands succès, une exception ivoirienne* ». Il «*invite solennellement les travailleurs à demeurer dans cet*

esprit de conciliation et de dialogue ». De leur côté, les dirigeants des centrales syndicales lui ont fait la courbette et ont présenté gentiment leurs «*cahiers de doléances* ».

Ce cinéma dure depuis des années et les dirigeants syndicaux font tellement partie des meubles que Ouattara n'éprouve même plus le besoin d'y participer, laissant cette routine à ses sous-fifres pendant qu'il se prélassait au bord de la mer à Assinie.

Mais lorsque les travailleurs relèveront la tête et n'accepteront plus de se faire plumer sans réagir, leur fameuse «*trêve sociale* » se transformera en un grand réveil de la lutte de classe. On verra alors ce que deviendra leur grande parade folklorique du 1^{er} mai dans les jardins de la Primature !

LA POPOTE GOUVERNEMENTALE : UNE AUMÔNE MÉDIATIQUE

Pour soi-disant lutter contre la pauvreté, le gouvernement vient de lancer «*La Popote familiale* », avec le versement par «*transfert monétaire* » d'une somme de 7000 Fr tous les mois aux familles sélectionnées, pour leur «*garantir, dit-il, une alimentation digne et saine* ».

Ce «*projet* » a été initié par la «*ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de*

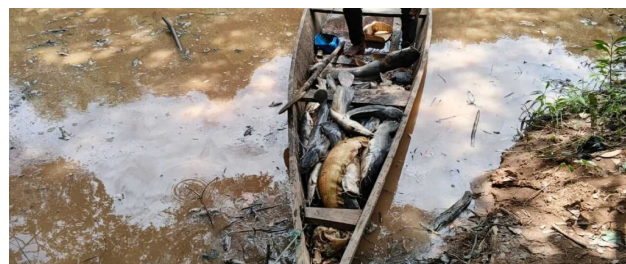
la lutte contre la pauvreté ». C'est beaucoup de tapage médiatique pour une petite aumône dont on n'est même pas sûr de la poche dans laquelle elle «*atterrira* », celle où elle est censée arriver. Ce qui est sûr c'est que cette ministre n'a pas de problème de fin de mois et qu'elle ne se contenterait pas de 7000 Fr par mois pour couvrir les frais de sa popote !

LES CRIMINELS !

Le Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL) a relevé une grave pollution du fleuve Bandama à Ferkessedougou, consécutive au déversement de mélasse imputé à la société Sucaf-Ci dans la nuit du 21 avril. La fuite de mélasse avait été repérée dès le mois de mars mais aucune mesure n'a été prise.

La rupture des digues contenant cette mélasse va entraîner l'écoulement et le déversement de cette substance dans le fleuve. À vrai dire, l'absence de mesures de sécurité et la négligence de ces capitalistes sont flagrantes. Leur seul objectif est de faire du

profit avant tout, même si cela tue et empoisonne l'environnement.



Cette pollution massive, a entraîné une mortalité significative de la faune aquatique (Ph : DR)

Cette pollution du fleuve est en effet une catastrophe pour la faune aquatique avec

une mortalité élevée des poissons et aussi un grand risque pour les populations qui vivent et mènent des activités sur le fleuve.

Mais cela importe peu aux exploiters et leurs serviteurs de l'appareil d'État qui dirigent cette société capitaliste.

LE GOUVERNEMENT FAIT L'AVEUGLE



Dans plusieurs quartiers populaires d'Abidjan, il est impossible de faire 100 mètres sans trouver des tas d'ordures ménagères, des déchets plastiques ou des caniveaux qui débordent, quand il en existe. À peine si les camions de ramassage

d'ordures entrent dans ces quartiers, tellement l'état des routes est mauvais ! Cette insalubrité ne suscite aucune réaction des autorités locales, ni du gouvernement. C'est la même situation dans la plupart des villes de l'intérieur du pays.

Dans les quartiers des riches, les ordures sont évidemment ramassées tous les jours, les voies sont propres. Pourtant sur nos factures CIE nous payons tous, riches et pauvres, des taxes de ramassage d'ordures. Cela montre que l'insalubrité dans les quartiers pauvres n'est pas la préoccupation du gouvernement.

CHAMPION DE LA LUTTE ANTI-PAUVRE

Le Ministre-gouverneur de la ville d'Abidjan vient de lancer une nouvelle campagne de répression contre les petites gens qui, à défaut d'avoir un travail et un salaire, se débrouillent comme ils peuvent pour ne pas crever de faim.



Les pousseurs de Wotro et les marchands ambulants sont pourchassés car ils ne conviendraient pas aux critères d'une « métropole moderne » ?

Cette fois ci, il a décidé de s'en prendre no-

tamment aux charretiers que sont les tireurs de « wotro » et aux petits marchands ambulants.

À sa conférence de presse tenue le 14 avril dernier, il disait en substance : « ces activités constituent de véritables entraves à la dignité humaine... les charrettes à bras sont obsolètes, dangereuses et incompatibles avec les standards d'une métropole moderne en pleine expansion, etc. »

Ces gens qui se succèdent au gouvernement, ainsi que les capitalistes qui exploitent les travailleurs, vivent en effet dans une « métropole moderne ». Eux, ils vivent dans les beaux quartiers et ne manquent de rien pendant que les pauvres sont réduits à vivre dans les taudis et ne sont bons qu'à se faire exploiter !

QUI A DIT QU'IL N'Y A PAS D'ARGENT DANS CE PAYS ?

Un maire d'une petite commune d'Abidjan s'est affiché récemment sur les réseaux sociaux en offrant une voiture de luxe d'une valeur de plus de 110 millions à l'un de ses amis. Pensant qu'il allait être applaudi, il a plutôt provoqué une indignation. La plupart des internautes ont vu cela comme une insulte pour les travailleurs et les populations

pauvres qui sont écrasés à la fois par les bas salaires et la cherté de la vie.

Si un parasite de son espèce a les moyens de dilapider autant d'argent, on peut imaginer ce que les capitalistes engrangent en exploitant les travailleurs et en pillant les richesses du pays.

Dans le monde

MALI : NI LA DICTATURE DES MILITAIRES, NI CELLE DES DJIHADISTES !



La junte militaire d'Assimi Goïta arrivée au pouvoir par un coup d'État en Août 2020, est aux abois devant les attaques répétées des groupes armés islamistes qui se sont alliés avec le mouvement nationaliste de l'Azawad. Les grandes villes du Nord, de l'Est et du Centre-Est, à commencer par Kidal, la capitale des Touaregs, mais aussi Mopti, Gao, Sévaré et bien d'autres, ne sont plus sous contrôle de Bamako. Les populations civiles de ces villes et régions éloignées de la capitale ont échappé à la terreur de l'armée malienne appuyée par les mercenaires russes de l'Afrika Corps, anciennement Wagner, pour être sous celle des miliciens djihadistes fanatiques liés à Al-Qaïda et aux groupes armés indépendantistes de l'Azawad.

Assimi Goïta a beau dire qu'il « *contrôle* » la situation mais son gouvernement ne parvient même pas à se défaire du blocus de la capitale et de bien d'autres grandes villes du pays. Ce blocus est organisé par ces mêmes groupes armés qui contrôlent le Nord du pays. Ils bloquent les camions ci-

ternes qui transportent le carburant provenant notamment du Sénégal ou d'autres pays voisins. Cela dure depuis plusieurs mois et provoquent des pénuries de denrées ainsi que des augmentations des prix du transport et des produits alimentaires, entre autres.

Ces groupes armés deviennent de plus en plus menaçants pour la survie du régime de Goïta, à tel point que même le bastion militaire qu'est la ville de Kati située à seulement 15 kilomètres de la capitale, n'est plus un endroit sûr pour les grands pontes du régime. C'est là que le général Sadio Camara, ministre de la défense de la junte, a été tué le 25 avril dernier au nez et à la barbe de ses gardes du corps.

Pris de panique, Assimi Goïta accentue sa dictature et fait la chasse à ceux qui ne le soutiennent pas. Son gouvernement a appelé la population à le soutenir et à l'acclamer à Bamako et dans d'autres villes du pays mais pas grand monde n'est sorti dans la rue pour scander son nom.

Dans les médias d'État, complètement soumis à la dictature de la junte, on propage des discours de plus en plus nationalistes en faveur de Goïta en essayant d'opposer les populations du Nord qui seraient rebelles au pouvoir central de Bamako et celles du Sud qui seraient plus loyalistes. Les dirigeants des mouvements rebelles disent l'inverse.

Les discours nationalistes des uns et des autres, s'appuyant tantôt sur l'origine ethnique, tantôt sur la langue, la culture ou autres distinctions, sont autant de pièges contre les travailleurs parce que, quelles que soient leur différence de langue, de couleur de peau ou de religion, ils forment une seule classe sociale, celle des exploités et leurs seuls ennemis sont les exploités, quelques soient leur origine ou leur ethnie.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.